Lewthes 1018

UNITED STATES. No. 10 (1893).

BEHRING SEA ARBITRATION.

AWARD

OF THE

TRIBUNAL OF ARBITRATION,

CONSTITUTED UNDER ARTICLE I OF THE TREATY CONCLUDED AT WASHINGTON ON THE 29th FEBRUARY, 1892, BETWEEN HER BRITANNIC MAJESTY AND THE UNITED STATES OF AMERICA.

Presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty.
August 1893.

LONDON:
PRINTED FOR HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE
BY HARRISON AND SONS, ST. MARTIN'S LANE,
PRINTERS IN ORDINARY TO HER MAJESTY.

And to be purchased, either directly or through any Bookseller, from
EYRE AND SPOTTISWOODE, EAST HARDING STREET, FLEET STREET, E.C., AND 32, ABINGDON STREET, WESTMINSTER, S.W.; OR
JOHN MENZIES & Co., 12, HANOVER STREET, EDINBURGH, AND 90, WEST NILE STREET, GLASGOW; OR
HODGES, FIGGIS, & Co., LIMITED, 104, GRAFTON STREET, DUBLIN,

[C.—7107.] *Price 2d.*

BEHRING SEA ARBITRATION.

Award of the Tribunal of Arbitration, constituted under Article I of the Treaty concluded at Washington on the 29th February, 1892, between Her Britannic Majesty and the United States of America.

Mr. Tupper to the Earl of Rosebery.—(Received August 16.)

My Lord, *Paris, August* 5, 1893.

I HAVE the honour to transmit to your Lordship the decision of the Behring Sea Tribunal of Arbitrators, which has been delivered to me this day in accordance with Article XI of the Treaty of the 29th February, 1892.

I have, &c.

(Signed) CHARLES H. TUPPER.

Inclosure 1.

Sentence du Tribunal d'Arbitrage constitué en vertu du Traité conclu à Washington, le 29 *Février,* 1892, *entre les États-Unis d'Amérique et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande.*

ATTENDU que, par un Traité entre les États-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne, signé à Washington le 29 Février, 1892, et dont les ratifications par les Gouvernements des deux pays ont été echangées à Londres le 7 Mai, 1892, il a été, entre autres stipulations, convenu et réglé que les différends qui avaient surgi entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, au sujet des droits de juridiction des États-Unis dans les eaux de la Mer de Behring, et aussi relativement à la préservation des phoques à fourrure habitant ou fréquentant ladite mer et aux droits des citoyens et des sujets des deux pays en ce qui concerne la capture des phoques à fourrure se trouvant dans les dites eaux ou les fréquentant, seraient soumis à un Tribunal d'Arbitrage composé de sept Arbitres, qui seraient nommés de la manière suivante, savoir : deux Arbitres seraient désignés par le Président des Etats-Unis ; deux Arbitres seraient désignés par Sa Majesté Britannique ; son Excellence le Président de la République Française serait prié, d'un commun accord, par les Hautes Parties Contractantes de désigner un Arbitre ; Sa Majesté le Roi d'Italie serait prié de la même manière de désigner un Arbitre ; Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège serait prié de la même manière de désigner un Arbitre : les sept Arbitres ainsi nommés devant être des jurisconsultes d'une réputation distinguée dans leurs pays respectifs, et les Puissances auxquelles leur désignation serait remise devant être priées de choisir, autant que possible, des jurisconsultes sachant la langue Anglaise ;

Et attendu qu'il a été pareillement convenu, par l'Article II du dit Traité, que les Arbitres se réuniraient à Paris dans les vingt jours qui suivraient la remise des Contre-Mémoires mentionnés à l'Article IV, qu'ils examineraient et décideraient avec impartialité et soin les questions qui leur étaient ou qui leur seraient soumises dans les conditions prévues par ledit Traité, de la part des Gouvernements des États-Unis et de Sa Majesté Britannique respectivement, et que toutes les questions examinées par le Tribunal, y compris la sentence finale, seraient décidées par les Arbitres à la majorité absolue des voix ;

Et attendu que, par l'Article VI du dit Traité, il a été pareillement convenu ce qui suit :—

"En vue de la décision des questions soumises aux Arbitres, il est entendu que les cinq points suivants leur seront soumis, afin que leur sentence comprenne une décision distincte sur chacun desdits cinq points, savoir :—

"1. Quelle juridiction exclusive dans la mer aujourd'hui connue sous le nom de Mer de Behring et quels droits exclusifs sur les pêcheries de phoques dans cette mer la Russie a-t-elle affirmés et exercés avant et jusqu'à l'époque de la cession de l'Alaska aux États-Unis ?

"2. Jusqu'à quel point la revendication de ces droits de juridiction en ce qui concerne les pêcheries de phoques a-t-elle été reconnue et concédée par la Grande-Bretagne ?

"3. L'espace de mer aujourd'hui connu sous le nom de Mer de Behring était-il compris dans l'expression 'Océan Pacifique,' telle qu'elle a été employée dans le texte du Traité conclu en 1825 entre la Grande-Bretagne et la Russie, et quels droits, si droits il y avait, la Russie a-t-elle possédés et exclusivement exercés dans la Mer de Behring, après ledit Traité ?

"4. Tous les droits de la Russie, en ce qui concerne la juridiction et en ce qui concerne les pêcheries de phoques, dans la partie de la Mer de Behring qui s'étend à l'est de la limite maritime déterminée par le Traité du 30 Mars, 1867, entre les États-Unis et la Russie, ne sont-ils pas intégralement passés aux États-Unis en vertu de ce même Traité ?

"5. Les États-Unis ont-ils quelque droit, et, en cas d'affirmative, quel droit ont-ils, soit à la protection, soit à la propriété des phoques à fourrure qui fréquentent les îles appartenant aux États-Unis dans la Mer de Behring, quand ces phoques se trouvent en dehors de la limite ordinaire de 3 milles ?"

Et attendu que, par l'Article VII dudit Traité, il a été pareillement convenu ce qui suit :—

"Si la décision des questions qui précèdent, en ce qui concerne la juridiction exclusive des États-Unis, laisse les choses en tel état que le concours de la Grande-Bretagne soit nécessaire pour l'établissement de Règlements en vue de la protection et de la préservation convenables des phoques à fourrure habitant ou fréquentant la Mer de Behring, les Arbitres auront à déterminer quels Règlements communs sont nécessaires, en dehors des limites de la juridiction des Gouvernements respectifs, et sur quelles eaux ces Règlements devraient s'appliquer. . . .

"Les Hautes Parties Contractantes s'engagent en outre à unir leurs efforts pour obtenir l'adhésion d'autres Puissances à ces Règlements ;"

Et attendu que, par l'Article VIII dudit Traité, après avoir exposé que les Hautes Parties Contractantes n'avaient pu s'entendre sur une formule qui comprît la question des responsabilités à la charge de l'une d'elles, à raison des préjudices allégués avoir été causés à l'autre, ou aux citoyens de l'autre, à l'occasion des réclamations présentées et soutenues par ladite partie, et qu'elles "désiraient que cette question secondaire ne suspendît ou ne retardât pas plus longtemps la production et la décision des questions principales," les Hautes Parties Contractantes sont convenues que "chacune d'elles pourrait soumettre aux Arbitres toute question de fait impliquée dans lesdites réclamations et demander une décision à cet égard, après quoi la question de la responsabilité de chacun des deux Gouvernements à raison des faits établis serait matière à négociations ultérieures ;"

Et attendu que le Président des États-Unis d'Amérique a désigné l'Honorable John M. Harlan, Juge de la Cour Suprême des États-Unis, et l'Honorable John T. Morgan, Sénateur des États-Unis, pour être deux desdits Arbitres ; que Sa Majesté Britannique a désigné le Très Honorable Lord Hannen et l'Honorable Sir John Thompson, Ministre de la Justice et Attorney-Général pour le Canada, pour être deux desdits Arbitres ; que son Excellence le Président de la République Française a désigné le Baron Alphonse de Courcel, Sénateur, Ambassadeur de France, pour être un desdits Arbitres ; que Sa Majesté le Roi d'Italie a désigné le Marquis Emilio Visconti Venosta, ancien Ministre des Affaires Étrangères et Sénateur du Royaume d'Italie, pour être un desdits Arbitres ; et que Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège a désigné M. Gregers Gram, Ministre d'État, pour être un desdits Arbitres ;

Et attendu que nous susnommés, Arbitres désignés et investis de la manière qui vient d'être relatée, ayant accepté de prendre la charge de cet Arbitrage, et nous étant dûment réunis à Paris, avons procédé avec impartialité et soin à l'examen et à la décision de toutes les questions qui ont été soumises à nous, Arbitres susnommés, en vertu du dit Traité, ou à nous présentées, au nom des Gouvernements des États-Unis et de Sa Majesté Britannique respectivement, de la manière prévue par ledit Traité ;

Nous Arbitres susnommés, ayant examiné avec impartialité et soin lesdites questions,

décidons et prononçons de même, sur lesdites questions, par notre présente sentence, de la manière qui suit, à savoir :—

En ce qui concerne les cinq points mentionnés dans l'Article VI et sur chacun desquels notre jugement doit comprendre une décision distincte, nous décidons et prononçons ce qui suit :—

Sur le premier des cinq points susdits, nous, Arbitres susnommés, le Baron de Courcel, le Juge Harlan, Lord Hannen, Sir John Thompson, le Marquis Visconti Venosta, et M. Gregers Gram, constituant la majorité des Arbitres, décidons et prononçons ce qui suit :

Par l'Ukase de 1821 la Russie a revendiqué des droits de juridiction, dans la mer connue aujourd'hui sous le nom de Mer de Behring, jusqu'à la distance de 100 milles Italiens au large des côtes et îles lui appartenant ; mais, au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion des Traités de 1824 avec les États-Unis et de 1825 avec la Grande-Bretagne, elle a admis que sa juridiction dans ladite mer serait limitée à une portée de canon de la côte ; et il apparaît que, depuis cette époque jusqu'à l'époque de la cession de l'Alaska aux États-Unis, elle n'a jamais affirmé en fait ni exercé aucune juridiction exclusive dans la Mer de Behring, ni aucun droit exclusif sur les pêcheries de phoques à fourrure dans ladite mer, au delà des limites ordinaires des eaux territoriales.

Sur le second des cinq points susdits, nous, Arbitres susnommés, le Baron de Courcel, le Juge Harlan, Lord Hannen, Sir John Thompson, le Marquis Visconti Venosta, et M. Gregers Gram, constituant la majorité des Arbitres, décidons et prononçons que la Grande-Bretagne n'a reconnu ni concédé à la Russie aucun droit à une juridiction exclusive sur les pêcheries de phoques dans la Mer de Behring, en dehors des eaux territoriales ordinaires.

Sur le troisème des cinq points susdits, et quant à la partie dudit troisième point où nous est soumise la question de savoir si l'espace de mer aujourd'hui connu sous le nom de Mer de Behring était compris dans l'expression " Océan Pacifique " telle qu'elle a été employée dans le texte du Traité de 1825 entre la Grande-Bretagne et la Russie, nous, Arbitres susnommés, décidons et prononçons à l'unanimité que l'espace de mer aujourd'hui connu sous le nom de Mer de Behring était compris dans l'expression " Océan Pacifique " telle qu'elle a été employée dans ledit Traité.

Et quant à la partie dudit troisième point d'après laquelle nous avons à décider quels droits, si droits il y avait, la Russie a possédés et exclusivement exercés après ledit Traité de 1825, nous, Arbitres susnommés, le Baron de Courcel, le Juge Harlan, Lord Hannen, Sir John Thompson, le Marquis Visconti Venosta, et M. Gregers Gram, constituant la majorité des Arbitres, décidons et prononçons que la Russie n'a possédé ni exercé, après le Traité de 1825, aucun droit exclusif de juridiction dans la Mer de Behring ni aucun droit exclusif sur les pêcheries de phoques dans cette mer, au delà de la limite ordinaire des eaux territoriales.

Sur le quatrième des cinq points susdits, nous, Arbitres susnommés, décidons et prononçons à l'unanimité que tous les droits de la Russie, en ce qui concerne la juridiction et en ce qui concerne les pêcheries de phoques, dans la partie de la Mer de Behring qui s'étend à l'est de la limite maritime déterminée par le Traité du 30 Mars, 1867, entre les États-Unis et la Russie, sont intégralement passés aux États-Unis en vertu de ce même Traité.

Sur le cinquième des cinq points susdits, nous, Arbitres susnommés, le Baron de Courcel, Lord Hannen, Sir John Thompson, le Marquis Visconti Venosta, et M. Gregers Gram, constituant la majorité des Arbitres, décidons et prononçons que les États-Unis n'ont aucun droit de protection ou de propriété sur les phoques à fourrure qui fréquentent les îles appartenant aux États-Unis dans la Mer de Behring, quand ces phoques se trouvent en dehors de la limite ordinaire de 3 milles.

Et attendu que les décisions ci-dessus relatées, sur les questions concernant la juridiction exclusive des États-Unis mentionnées dans l'Article VI, laissent les choses en état tel que le concours de la Grande-Bretagne est nécessaire pour l'établissement de Règlements en vue de la protection et de la préservation convenables des phoques à fourrure habitant ou fréquentant la Mer de Behring, le Tribunal ayant décidé à la majorité absolue des voix sur chacun des Articles des Règlemeuts qui suivent, nous, Arbitres susnommés, le Baron de Courcel, Lord Hannen, le Marquis Visconti Venosta, et M. Gregers Gram, donnant notre assentiment à l'ensemble des Articles des Règlements qui suivent, et constituant la majorité absolue des Arbitres, décidons et prononçons, d'après le mode prescrit par le Traité, que les Règlements communs qui suivent, applicables en dehors des limites de la juridiction des Gouvernements respectifs, sont nécessaires, et qu'ils doivent s'étendre sur les eaux ci-après déterminées :—

Article 1. Les Gouvernements des États-Unis et de la Grande-Bretagne interdiront à leurs citoyens et sujets respectifs de tuer, prendre ou poursuivre, en tout temps et de quelque manière que ce soit, les animaux communément appelés phoques à fourrure, dans une zone de 60 milles autour des Iles Pribyloff, en y comprenant les eaux territoriales.

Les milles mentionnés dans le paragraphe précédent sont des milles géographiques de 60 au degré de latitude.

Article 2. Les deux Gouvernements interdiront à leurs citoyens et sujets respectifs de tuer, prendre ou poursuivre les phoques à fourrure, de quelque manière que ce soit, pendant la saison s'étendant chaque année du 1er Mai au 31 Juillet inclusivement, sur la haute mer, dans la partie de l'Océan Pacifique, en y comprenant la Mer de Behring, qui est sise au nord du 35e degré de latitude nord, et à l'est du 180e degré de longitude de Greenwich jusqu'à sa rencontre avec la limite maritime décrite dans l'Article 1er du Traité de 1867 entre les États-Unis et la Russie, et ensuite à l'est de cette ligne jusqu'au Détroit de Behring.

Article 3. Pendant la période de temps et dans les eaux où la pêche des phoques à fourrure demeurera permise, les navires à voiles seront seuls admis à l'exercer ou à s'associer aux opérations de cette pêche. Ils auront cependant la faculté de se faire assister par des pirogues ou autres embarcations non pontées, mues par des pagaies, des rames ou des voiles, du genre de celles qui sont communément employées comme bateaux de pêche.

Article 4. Tout navire à voiles autorisé à se livrer à la pêche des phoques à fourrure devra être muni d'une licence spéciale délivrée à cet effet par son Gouvernement et devra porter un pavillon distinctif qui sera déterminé par ledit Gouvernement.

Article 5. Les patrons des navires engagés dans la pêche des phoques à fourrure devront mentionner exactement sur leurs livres de bord la date et le lieu de chaque opération de pêche des phoques à fourrure, ainsi que le nombre et le sexe des phoques capturés chaque jour. Ces mentions devront être communiquées par chacun des deux Gouvernements à l'autre à la fin de chaque saison de pêche.

Article 6. L'emploi des filets, des armes à feu et des explosifs sera interdit dans la pêche des phoques à fourrure. Cette restriction ne s'appliquera pas aux fusils de chasse, quand cette pêche sera pratiquée en dehors de la Mer de Behring et pendant la saison où elle pourra être légitimement exercée.

Article 7. Les deux Gouvernements prendront des mesures en vue de contrôler l'aptitude des hommes autorisés à exercer la pêche des phoques à fourrure; ces hommes devront être reconnus aptes à manier avec une habileté suffisante les armes au moyen desquelles cette pêche pourra être faite.

Article 8. Les Règlements contenus dans les précédents Articles ne s'appliqueront pas aux Indiens habitant sur les côtes du territoire des États-Unis ou de la Grande-Bretagne et pratiquant la pêche des phoques à fourrure dans des pirogues ou embarcations non pontées, non transportées par d'autres navires, ni employées à l'usage de ceux-ci, mues exclusivement à l'aide de pagaies, d'avirons ou de voiles, et manœuvrées chacune par cinq personnes au plus, de la manière jusqu'à présent usitée par les Indiens; pourvu que ceux-ci ne soient pas engagés au service d'autres personnes, et qu'alors qu'ils chassent ainsi dans des pirogues ou embarcations non pontées, ils ne poursuivent pas les phoques à fourrure, en dehors des eaux territoriales, en vertu d'engagements contractés pour la livraison des peaux à une personne quelconque.

Cette exception n'aura pas pour effet de porter atteinte à la législation nationale de l'un ou de l'autre des deux pays; elle ne s'étendra pas aux eaux de la Mer de Behring, ni aux eaux des passes Aléoutiennes.

Aucune des dispositions qui précèdent n'à pour objet de s'opposer à ce que les Indiens soient employés, comme chasseurs ou à tout autre titre, ainsi qu'ils l'ont été jusqu'à présent, sur des navires se livrant à la poursuite des phoques à fourrure.

Article 9. Les Règlements communs établis par les Articles précédents, en vue de la protection et de la préservation des phoques à fourrure, demeureront en vigueur jusqu'à ce qu'ils aient été en tout ou partie abolis ou modifiés par un accord entre les Gouvernements des États-Unis et de la Grande-Bretagne.

Lesdits Règlements communs seront soumis tous les cinq ans à un nouvel examen, pour que les deux Gouvernements intéressés se trouvent en mesure d'apprécier, à la lumière de l'expérience acquise, s'il y a lieu d'y apporter quelque modification.

Et attendu que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique a soumis au Tribunal d'Arbitrage, par application de l'Article VIII dudit Traité, certaines questions de fait impliquées dans les réclamations dont il est fait mention audit Article VIII, et a soumis également à nous, formant ledit Tribunal, un exposé des faits dans les termes suivants:—

" *Conclusions de fait proposées par l'Agent de la Grande-Bretagne, acceptées par l'Agent des États-Unis, qui en admet l'exactitude, et soumises à l'examen du Tribunal d'Arbitrage.*

" 1. Que les diverses visites et saisies de navires ou de marchandises et les diverses arrestations de patrons et d'équipages, mentionnées dans l'Annexe au Mémoire Britannique (pages 1 à 60 inclusivement), ont été faites par autorité du Gouvernement des États-Unis; les questions se rapportant à la valeur desdits navires ou de leur contenu, ensemble ou séparément, et la question de savoir si les navires désignés dans l'Annexe au Mémoire Britannique, ou certains d'entre eux, étaient, en totalité ou en partie, la propriété de citoyens des États-Unis, ont été retirées et n'ont pas été l'objet de l'examen du Tribunal, sous cette réserve que les États-Unis gardent le droit de soulever ces questions ou quelqu'une d'entre elles, s'ils le jugent à propos, dans toute négociation ultérieure pouvant engager la responsabilité du Gouvernement des États-Unis, en ce qui touche le payement des sommes mentionnées dans l'Annexe au Mémoire Britannique.

" 2. Que les susdites saisies, sauf en ce qui concerne le 'Pathfinder,' saisi à Neah Bay, ont été effectuées dans la Mer de Behring, aux distances de la côte mentionnées au Tableau ci-annexé, sous la lettre (C).

" 3. Que lesdites visites et saisies de navires ont été faites par des navires armés pour le service public des États-Unis, dont les Commandants avaient reçu, toutes les fois qu'elles ont eu lieu, du Pouvoir Exécutif du Gouvernement des États-Unis, des instructions dont un exemplaire est reproduit en copie ci-après, Annexe (A), les autres exemplaires desdites instructions étant conformes à ce modèle sur les points essentiels; que, dans toutes les occasions où des poursuites entamées devant les Cours de District des États-Unis ont été suivies de condamnations, ces poursuites ont débuté par le dépôt d'un acte d'accusation, dont un modèle est annexé ci-dessous, Annexe (B), les actes d'accusation déposés dans les autres procédures étant, en tous points essentiels, semblables à ce modèle; que les actes ou délits, allégués comme motifs de ces visites et saisies, ont été accomplis ou commis dans la Mer de Behring, aux distances de la côte déjà indiquées; que, dans tous les cas où une condamnation a été prononcée, excepté ceux où les navires ont été relâchés après condamnation, la saisie a été approuvée par le Gouvernement des États-Unis, et que, dans les cas où les navires ont été relâchés, la saisie avait été opérée par autorité du Gouvernement des États-Unis; que les amendes et emprisonnements susdits ont été prononcés à raison d'infractions aux lois nationales des États-Unis—infractions toutes commises dans la Mer de Behring, aux distances de la côte déjà indiquées.

" 4. Que les différents ordres mentionnés dans l'Annexe ci-jointe sous la lettre (C) enjoignant à certains navires de quitter la Mer de Behring, ou de ne pas y entrer, ont été donnés par des navires armés pour le service public des États-Unis, dont les Commandants avaient toutes les fois qu'ils ont donné ces ordres, des instructions conformes à celles mentionnées ci-dessus sous le No. 3, et que les navires qui ont reçu ces injonctions étaient occupés à la chasse des phoques ou faisaient route pour entreprendre cette chasse; et que cette façon de procéder a été sanctionnée par le Gouvernement des États-Unis.

" 5. Que les Cours de District des États-Unis, devant lesquelles des poursuites ont été entamées ou suivies pour obtenir des condamnations contre les navires saisis, dont il est fait mention dans l'Annexe au Mémoire de la Grande-Bretagne (pages 1 à 60 inclusivement), avaient tous droits de juridiction et pouvoirs appartenant au Cour d'Amirauté, y compris la juridiction de Tribunaux de Prises, mais que, dans chaque cas particulier, la sentence prononcée par la Cour s'appuyait sur les causes mentionnées dans l'acte d'accusation.

" Annexe (A).

" (Traduction.) " *Département du Trésor, Cabinet du Secrétaire, Washington,*

" Monsieur, " 21 *Avril*, 1886.

" Comme suite à une lettre du Département, en date de ce jour, vous enjoignant de vous diriger avec le vapeur du Service des Douanes 'Bear,' placé sous votre commandement, vers les îles aux phoques, vous êtes par les présentes investi de tous les pouvoirs nécessaires pour assurer l'exécution de la Loi dont les termes sont contenus dans la Section 1956 des Statuts Revisés des Etats-Unis, et ordre vous est donné de saisir tout navire et d'arrêter et livrer aux autorités compétentes tout individu ou toutes personnes que vous trouveriez agissant en violation de la Loi susmentionnée, après qu'un avertissement suffisant leur aura été donné.

" Vous saisirez également tous spiritueux et armes à feu que l'on chercherait à introduire dans le

pays sans une permission en règle, en exécution de la Section 1955 des Statuts Revisés et de la Proclamation du Président en date du 4 Février, 1870.

"Respectueusement à vous.

(Signé) "C. S. FAIRCHILD,
"*Secrétaire par intérim.*

"Au Capitaine M. A. Healy,
"Commandant le vapeur du Service des Douanes 'Bear,'
"à San Francisco (Californie).

"Annexe (B).

"Devant la Cour de District des États-Unis pour le District d'Alaska.

"*Session (Special Term) d'Août* 1886.

"(Traduction.)
"A l'Honorable Lafayette Dawson, Juge de ladite Cour de District.

"Le réquisitoire à fin d'information par lequel M. D. Ball, Attorney des États-Unis pour le District d'Alaska, poursuivant au nom des Etats-Unis et présent ici devant la Cour, en sa personne, comme Représentant des Etats-Unis et en leur nom, contre la goélette 'Thornton,' ses agrès, apparaux, embarcations, cargaison et matériel, et contre toutes personnes intervenant comme ayant des intérêts engagés dans ce navire, en poursuite à fin de confiscation, présente les allégations et déclarations suivantes :—

"Que Charles A. Abbey, officier du Service des Douanes Maritimes des États-Unis, charge d'une mission spéciale dans les eaux du District d'Alaska, antérieurement au présent jour, à savoir le 1er Août, 1886, dans les limites du territoire d'Alaska et dans ses eaux, et dans les limites du district civil et judiciaire d'Alaska, à savoir dans l'étendue des eaux de cette partie de la Mer de Behring qui appartient audit district, dans des eaux navigables pour des navires venant de la haute mer et jaugeant 10 tonneaux ou au-dessus, a saisi le vaisseau ou navire communément dénommé goélette, le 'Thornton,' ses agrès, apparaux, embarcations, cargaison et matériel, lesquels étaient la propriété d'une ou de plusieurs personnes inconnues dudit attorney, et les a confisqués au profit des États-Unis pour les causes ci-après :

"Que ledit navire ou goélette a été trouvé se livrant à la destruction des phoques à fourrure, dans les limites du territoire d'Alaska et de ses eaux, en violation des dispositions de la Section 1956 des Statuts Revisés des États-Unis ;

"Et ledit attorney déclare que toutes les propositions ci-dessus énoncées et chacune d'elles sont et étaient vraies, et qu'elles tombent sous la juridiction maritime et d'amirauté de cette Cour, et que, pour cette raison, et en exécution des Statuts des États-Unis établis et édictés pour de tels cas, le navire ou la goélette mentionnée et décrite ci-dessus, jaugeant plus de 20 tonneaux, ses agrès, apparaux, embarcations, cargaison et matériel ont été et sont confisqués au profit des États-Unis, et que ladite goélette se trouve maintenant dans le district susdit.

"Ce pourquoi ledit attorney demande que l'honorable Cour de Justice procède et avise comme d'usage en cette affaire, et que toutes personnes ayant un intérêt dans ladite goélette ou navire soient citées par voie d'assignation générale ou spéciale, afin de répondre aux propositions susénoncées, et que, à la suite de la procédure à ce nécessaire, ledit navire ou goélette, ses agrès, apparaux, embarcations, cargaison et matériel soient condamnés pour ladite cause ou tout autre qu'il apparaîtrait juste, par arrêt formel et décret de cette honorable Cour, et confisqués au profit desdits États-Unis, selon la forme des Statuts desdits États-Unis, établis et édictés pour de tels cas.

(Signé) "M. D. BALL,
"*Attorney des États-Unis pour le district d'Alaska.*

"Annexe (C).

"La Table ci-dessous contient les noms des navires Britanniques employés à la chasse des phoques qui ont été saisis ou avertis par les croiseurs du Service des Douanes des États-Unis, de 1886 à 1890 et la distance approximative de la terre où ces saisies ont eu lieu. Ces distances sont indiquées, en ce qui concerne les navires 'Carolena,' 'Thornton,' et 'Onward,' d'après le témoignage du Commandant Abbey, de la Marine des États-Unis (voir 50e Congrès, 2e Session, Sénat, Documents Exécutifs, No. 106, pp. 20, 30, et 40). Elles sont indiquées, en ce qui concerne les navires 'Anna Beck,' 'W. P. Sayward,' 'Dolphin,' et 'Grace,' d'après le témoignage du Capitaine Shepard, de la Marine du Trésor des États-Unis (Livre Bleu, États-Unis, No. 2, 1890, pp. 80-82 (voir 'Appendice au Mémoire Britannique,' vol. iii)."

Nom du Navire.	Date de la Saisie.	Distance approximative de Terre au moment de la Saisie.	Navire des États-Unis qui a fait la Saisie.
Carolena	1er Août, 1886	75 milles	Corwin.
Thornton	1er ,, 1886	70 milles	Idem.
Onward	2 ,, 1886	115 milles	Idem.
Favourite	2 ,, 1886	Averti par le "Corwin," à peu près dans la même position que "l'Onward."	
Anna Beck	2 Juillet, 1887	66 milles	Rush.
W. P. Sayward	9 ,, 1887	59 milles	Idem.
Dolphin	12 ,, 1887	40 milles	Idem.
Grace	17 ,, 1887	96 milles	Idem.
Alfred Adams	10 Août, 1887	62 milles	Idem.
Ada	25 ,, 1887	15 milles	Bear.
Triumph	4 ,, 1887	Averti par le "Rush" de ne pas entrer dans la Mer de Behring.	
Juanita	31 Juillet, 1889	66 milles	Rush.
Pathfinder	29 ,, 1889	50 milles	Idem.
Triumph	11 ,, 1889	Averti par le "Rush" d'avoir à quitter la Mer de Behring. Position au moment de l'avertissement (?).	
Black Diamond	11 ,, 1889	35 milles	Idem.
Lily	6 Août, 1889	66 milles	Idem.
Ariel	30 Juillet, 1889	Averti par le "Rush" d'avoir à quitter la Mer de Behring	
Kate..	13 Août, 1889	Idem.	
Minnie	15 Juillet, 1889	65 milles	Idem.
Pathfinder	27 Mars, 1890	Saisi dans la Baie de Neah*	Corwin.

Et attendu que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique a demandé à nous, Arbitres susnommés, de décider sur lesdites questions de fait, telles qu'elles résultent de l'exposé susmentionné ; que l'Agent et les Conseils du Gouvernement des États-Unis ont, en notre présence et s'adressant à nous, déclaré que ledit exposé des faits était confirmé par les dépositions des témoins, et qu'ils s'étaient mis d'accord avec l'Agent et les Conseils de Sa Majesté Britannique pour s'en remettre à nos Arbitres de dire et prononcer véritable, en tant que nous le jugerions à propos, ledit exposé des faits.

Nous, Arbitres susnommés, disons et prononçons à l'unanimité que lesdits faits, tels qu'ils se trouvent dans ledit exposé, sont véritables.

Et attendu que toutes et chacune des questions qui ont été examinées par le Tribunal ont été décidées à la majorité absolue des voix,

Nous, le Baron de Courcel, Lord Hannen, le Juge Harlan, Sir John Thompson, le Sénateur Morgan, le Marquis Visconti Venosta, et M. Gregers Gram, étant entendu que les Arbitres qui se sont trouvés en minorité sur certaines questions, ne retirent pas leurs votes, déclarons que le présent acte contient la décision finale et la sentence écrite du Tribunal, conformément aux prescriptions du Traité.

Fait en double à Paris, et signé par nous, le 15e jour d'Août de l'année 1893.

(Signé) ALPH. DE COURCEL.
JOHN M. HARLAN.
JOHN T. MORGAN.
HANNEN.
JNO. S. D. THOMPSON.
VISCONTI VENOSTA.
G. GRAM.

[English Version.]

Award of the Tribunal of Arbitration constituted under the Treaty concluded at Washington, February 29, 1892, *between the United States of America and Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland.*

WHEREAS by a Treaty between the United States of America and Great Britain, signed at Washington the 29th February, 1892, the ratifications of which by the Governments of the two countries were exchanged at London on the 7th May, 1892, it was, amongst other things, agreed and concluded that the questions which had arisen between the Government of the United States of America and the Government of Her Britannic

* La Baie de Neah est située dans l'État de Washington, et le "Pathfinder" y a été saisi, du chef de délits commis par lui dans la Mer de Behring l'année précédente. Ce bâtiment fut relâché deux jours plus tard.

Majesty, concerning the jurisdictional rights of the United States in the waters of Behring Sea, and concerning also the preservation of the fur-seal in or habitually resorting to the said sea, and the rights of the citizens and subjects of either country as regards the taking of fur-seals in or habitually resorting to the said waters, should be submitted to a Tribunal of Arbitration to be composed of seven Arbitrators, who should be appointed in the following manner, that is to say: two should be named by the President of the United States; two should be named by Her Britannic Majesty; his Excellency the President of the French Republic should be jointly requested by the High Contracting Parties to name one; His Majesty the King of Italy should be so requested to name one; His Majesty the King of Sweden and Norway should be so requested to name one; the seven Arbitrators to be so named should be jurists of distinguished reputation in their respective countries, and the selecting Powers should be requested to choose, if possible, jurists who are acquainted with the English language;

And whereas it was further agreed by Article II of the said Treaty that the Arbitrators should meet at Paris within twenty days after the delivery of the Counter-Cases mentioned in Article IV, and should proceed impartially and carefully to examine and decide the questions which had been or should be laid before them as in the said Treaty provided on the part of the Governments of the United States and of Her Britannic Majesty respectively, and that all questions considered by the Tribunal, including the final decision, should be determined by a majority of all the Arbitrators;

And whereas by Article VI of the said Treaty, it was further provided as follows:—

"In deciding the matters submitted to the said Arbitrators, it is agreed that the following five points shall be submitted to them in order that their Award shall embrace a distinct decision upon each of said five points, to wit:

"1. What exclusive jurisdiction in the sea now known as the Behring Sea, and what exclusive rights in the seal fisheries therein, did Russia assert and exercise prior and up to the time of the cession of Alaska to the United States?

"2. How far were these claims of jurisdiction as to the seal fisheries recognized and conceded by Great Britain?

"3. Was the body of water now known as the Behring Sea included in the phrase "Pacific Ocean," as used in the Treaty of 1825 between Great Britain and Russia; and what rights, if any, in the Behring Sea were held and exclusively exercised by Russia after said Treaty?

"4. Did not all the rights of Russia as to jurisdiction and as to the seal fisheries in Behring Sea east of the water boundary, in the Treaty between the United States and Russia of the 30th March, 1867, pass unimpaired to the United States under that Treaty?

"5. Has the United States any right, and if so, what right of protection or property in the fur-seals frequenting the islands of the United States in Behring Sea when such seals are found outside the ordinary 3-mile limit?"

And whereas by Article VII of the said Treaty it was further agreed as follows:—

"If the determination of the foregoing questions as to the exclusive jurisdiction of the United States shall leave the subject in such position that the concurrence of Great Britain is necessary to the establishment of Regulations for the proper protection and preservation of the fur-seal in, or habitually resorting to, the Behring Sea, the Arbitrators shall then determine what concurrent Regulations, outside the jurisdictional limits of the respective Governments, are necessary, and over what waters such Regulations should extend;

"The High Contracting Parties furthermore agree to co-operate in securing the adhesion of other Powers to such Regulations."

And whereas, by Article VIII of the said Treaty, after reciting that the High Contracting Parties had found themselves unable to agree upon a reference which should include the question of the liability of each for the injuries alleged to have been sustained by the other, or by its citizens in connection with the claims presented and urged by it, and that "they were solicitous that this subordinate question should not interrupt or longer delay the submission and determination of the main questions," the High Contracting Parties agreed that "either of them might submit to the Arbitrators any question of fact involved in said claims and ask for a finding thereon, the question of the liability of either Government upon the facts found, to be the subject of further negotiation;"

And whereas the President of the United States of America named the Honourable John M. Harlan, Justice of the Supreme Court of the United States, and the Honourable John T. Morgan, Senator of the United States, to be two of the said Arbitrators; and Her Britannic Majesty named the Right Honourable Lord Hannen and the Honourable Sir John Thompson, Minister of Justice and Attorney-General for Canada, to be two of

the said Arbitrators; and his Excellency the President of the French Republic, named the Baron de Courcel, Senator, Ambassador of France, to be one of the said Arbitrators; and His Majesty the King of Italy named the Marquis Emilio Visconti Venosta, former Minister of Foreign Affairs and Senator of the Kingdom of Italy, to be one of the said Arbitrators; and His Majesty the King of Sweden and Norway named Mr. Gregers Gram, Minister of State, to be one of the said Arbitrators;

And whereas we, the said Arbitrators, so named and appointed, having taken upon ourselves the burden of the said Arbitration, and having dnly met at Paris, proceeded impartially and carefully to examine and decide all the questions submitted to us the said Arbitrators, under the said Treaty, or laid before us as provided in the said Treaty on the part of the Governments of Her Britannic Majesty and the United States respectively.

Now we, the said Arbitrators, having impartially and carefully examined the said questions, do in like manner by this our Award decide and determine the said questions in manner following, that is to say, we decide and determine as to the five points mentioned in Article VI, as to which our Award is to embrace a distinct decision upon each of them;

As to the first of the said five points, we, the said Baron de Courcel, Mr. Justice Harlan, Lord Hannen, Sir John Thompson, Marquis Visconti Venosta, and Mr. Gregers Gram, being a majority of the said Arbitrators, do decide and determine as follows:—

By the Ukase of 1821, Russia claimed jurisdiction in the sea now known as the Behring's Sea, to the extent of 100 Italian miles from the coasts and islands belonging to her, but, in the course of the negotiations which led to the conclusion of the Treaties of 1824 with the United States, and of 1825 with Great Britain, Russia admitted that Her jurisdiction in the said sea should be restricted to the reach of cannon shot from shore, and it appears that, from that time up to the time of the cession of Alaska to the United States, Russia never asserted in fact or exercised any exclusive jurisdiction in Behring's Sea, or any exclusive rights in the seal fisheries therein beyond the ordinary limit of territorial waters.

As to the second of the said five points, we, the said Baron de Courcel, Mr. Justice Harlan, Lord Hannen, Sir John Thompson, Marquis Visconti Venosta, and Mr. Gregers Gram, being a majority of the said Arbitrators, do decide and determine that Great Britain did not recognize or concede any claim, upon the part of Russia to exclusive jurisdiction as to the seal-fisheries in Behring Sea, outside of ordinary territorial waters.

As to the third of the said five points, as to so much thereof as requires us to decide whether the body of water now known as the Behring Sea was included in the phrase "Pacific Ocean," as used in the Treaty of 1825 between Great Britain and Russia, we, the said Arbitrators, do unanimously decide and determine, that the body of water now known as the Behring Sea, was included in the phrase "Pacific Ocean" as used in the said Treaty.

And as to so much of the said third point as requires us to decide what rights, if any, in the Behring Sea were held and exclusively exercised by Russia after the said Treaty of 1825, we, the said Baron de Courcel, Mr. Justice Harlan, Lord Hannen, Sir John Thompson, Marquis Visconti Venosta, and Mr. Gregers Gram, being a majority of the said Arbitrators, do decide and determine that no exclusive rights of jurisdiction in Behring Sea and no exclusive rights as to the seal fisheries therein, were held or exercised by Russia outside of ordinary territorial waters after the Treaty of 1825.

As to the fourth of the said five points, we, the said Arbitrators, do unanimously decide and determine that all the rights of Russia as to jurisdiction and as to the seal fisheries in Behring Sea, east of the water boundary, in the Treaty between the United States and Russia of the 30th March, 1867, did pass unimpaired to the United States under the said Treaty.

As to the fifth of the said five points, we, the said Baron de Courcel, Lord Hannen, Sir John Thompson, Marquis Visconti Venosta, and Mr. Gregers Gram being a majority of the said Arbitrators, do decide and determine that the United States has not any right of protection or property in the fur-seals frequenting the islands of the United States in Behring Sea, when such seals are found outside the ordinary 3-mile limit.

And whereas the aforesaid determination of the foregoing questions as to the exclusive jurisdiction of the United States mentioned in Article VI leaves the subject in such a position that the concurrence of Great Britain is necessary to the establishment of Regulations for the proper protection and preservation of the fur-seal in or habitually resorting to the Behring Sea, the Tribunal having decided by a majority as to each Article of the following Regulations, we, the said Baron de Courcel, Lord Hannen, Marquis Visconti

Venosta, and Mr. Gregers Gram, assenting to the whole of the nine Articles of the following Regulations, and being a majority of the said Arbitrators, do decide and determine in the mode provided by the Treaty, that the following concurrent Regulations outside the jurisdictional limits of the respective Governments are necessary, and that they should extend over the waters hereinafter mentioned, that is to say:

Article 1. The Governments of the United States and of Great Britain shall forbid their citizens and subjects respectively, to kill, capture, or pursue at any time and in any manner whatever, the animals commonly called fur-seals, within a zone of 60 miles around the Pribiloff Islands, inclusive of the territorial waters.

The miles mentioned in the preceding paragraph are geographical miles, of 60 to a degree of latitude.

Article 2. The two Governments shall forbid their citizens and subjects respectively to kill, capture, or pursue, in any manner whatever, during the season extending, each year, from the 1st May to the 31st July, both inclusive, the fur-seals on the high sea, in the part of the Pacific Ocean, inclusive of the Behring Sea, which is situated to the north of the 35th degree of north latitude, and eastward of the 180th degree of longitude from Greenwich till it strikes the water boundary described in Article I of the Treaty of 1867 between the United States and Russia, and following that line up to Behring Straits.

Article 3. During the period of time and in the waters in which the fur-seal fishing is allowed, only sailing-vessels shall be permitted to carry on or take part in fur-seal fishing operations. They will, however, be at liberty to avail themselves of the use of such canoes or undecked boats, propelled by paddles, oars, or sails, as are in common use as fishing boats.

Article 4. Each sailing vessel authorized to fish for fur-seals must be provided with a special licence issued for that purpose by its Government, and shall be required to carry a distinguishing flag to be prescribed by its Government.

Article 5. The masters of the vessels engaged in fur-seal fishing shall enter accurately in their official log-book the date and place of each fur-seal fishing operation, and also the number and sex of the seals captured upon each day. These entries shall be communicated by each of the two Governments to the other at the end of each fishing season.

Article 6. The use of nets, fire-arms, and explosives shall be forbidden in the fur-seal fishing. This restriction shall not apply to shot guns when such fishing takes place outside of Behring's Sea during the season when it may be lawfully carried on.

Article 7. The two Governments shall take measures to control the fitness of the men authorized to engage in fur-seal fishing. These men shall have been proved fit to handle with sufficient skill the weapons by means of which this fishing may be carried on.

Article 8. The Regulations contained in the preceding Articles shall not apply to Indians dwelling on the coasts of the territory of the United States or of Great Britain, and carrying on fur-seal fishing in canoes or undecked boats not transported by or used in connection with other vessels and propelled wholly by paddles, oars, or sails, and manned by not more than five persons each in the way hitherto practised by the Indians, provided such Indians are not in the employment of other persons, and provided that, when so hunting in canoes or undecked boats, they shall not hunt fur-seals outside of territorial waters under contract for the delivery of the skins to any person.

This exemption shall not be construed to affect the municipal law of either country, nor shall it extend to the waters of Behring Sea, or the waters of the Aleutian Passes.

Nothing herein contained is intended to interfere with the employment of Indians as hunters or otherwise in connection with fur-sealing vessels as heretofore.

Article 9. The concurrent Regulations hereby determined with a view to the protection and preservation of the fur-seals, shall remain in force until they have been, in whole or in part, abolished or modified by common agreement between the Governments of the United States and of Great Britain.

The said concurrent Regulations shall be submitted every five years to a new examination, so as to enable both interested Governments to consider whether, in the light of past experience, there is occasion for any modification thereof.

And whereas the Government of Her Britannic Majesty did submit to the Tribunal of Arbitration by Article VIII of the said Treaty certain questions of fact involved in the claims referred to in the said Article VIII, and did also submit to us, the said Tribunal, a statement of the said facts, as follows, that is to say:—

'*Findings of fact proposed by the Agent of Great Britain and agreed to as proved by the Agent for the United States, and submitted to the Tribunal of Arbitration for its consideration.*

"1. That the several searches and seizures, whether of ships or goods, and the several arrests of masters and crews, respectively mentioned in the Schedule to the British Case, pp. 1 to 60 inclusive, were made by the authority of the United States' Government. The questions as to the value of the said vessels or their contents, or either of them, and the question as to whether the vessels mentioned in the Schedule to the British Case, or any of them, were wholly or in part the actual property of citizens of the United States, have been withdrawn from, and have not been considered by the Tribunal, it being understood that it is open to the United States to raise these questions, or any of them, if they think fit, in any future negotiations as to the liability of the United States' Government to pay the amounts mentioned in the Schedule to the British Case.

"2. That the seizures aforesaid, with the exception of the 'Pathfinder,' seized at Neah Bay, were made in Behring Sea at the distances from shore mentioned in the Schedule annexed hereto marked (C).

"3. That the said several searches and seizures of vessels were made by public armed vessels of the United States, the Commanders of which had, at the several times when they were made, from the Executive Department of the Government of the United States, instructions, a copy of one of which is annexed hereto marked (A), and that the others were, in all substantial respects, the same. That in all the instances in which proceedings were had in the District Courts of the United States resulting in condemnation, such proceedings were begun by the filing of libels, a copy of one of which is annexed hereto, marked (B), and that the libels in the other proceedings were in all substantial respects the same; that the alleged acts or offences for which said several searches and seizures were made were in each case done or committed in Behring Sea at the distances from shore aforesaid; and that in each case in which sentence of condemnation was passed, except in those cases when the vessels were released after condemnation, the seizure was adopted by the Government of the United States: and in those cases in which the vessels were released the seizure was made by the authority of the United States; that the said fines and imprisonments were for alleged breaches of the municipal laws of the United States, which alleged breaches were wholly committed in Behring Sea at the distances from the shore aforesaid;

"4. That the several orders mentioned in the Schedule annexed hereto, and marked (C), warning vessels to leave or not to enter Behring Sea were made by public armed vessels of the United States, the Commanders of which had, at the several times when they were given, like instructions as mentioned in finding 3, and that the vessels so warned were engaged in sealing or prosecuting voyages for that purpose, and that such action was adopted by the Government of the United States;

"5. That the District Courts of the United States in which any proceedings were had or taken for the purpose of condemning any vessel seized as mentioned in the Schedule to the Case of Great Britain, pp. 1 to 60, inclusive, had all the jurisdiction and powers of Courts of Admiralty, including the prize jurisdiction, but that in each case the sentence pronounced by the Court was based upon the grounds set forth in the libel.

"Annex (A).

"*Treasury Department, Office of the Secretary, Washington,*
"*April* 21, 1886.

"Sir,

"Referring to Department letter of this date, directing you to proceed with the revenue-steamer 'Bear,' under your command, to the Seal Islands, &c., you are hereby clothed with full power to enforce the Law contained in the provisions of Section 1956 of the United States' Revised Statutes, and directed to seize all vessels and arrest and deliver to the proper authorities any or all persons whom you may detect violating the Law referred to, after due notice shall have been given.

"You will also seize any liquors or fire-arms attempted to be introduced into the country without proper permit, under the provisions of Section 1955 of the Revised Statutes, and the Proclamation of the President dated the 4th February, 1870.

"Respectfully yours,
(Signed) "C. S. FAIRCHILD,
"*Acting Secretary.*

"Captain M. A. Healy,
"Commanding revenue-steamer 'Bear,'
"San Francisco, California."

"Annex (B).

"In the District Court of the United States for the District of Alaska.

"*August Special Term*, 1886.

"To the Honourable Lafayette Dawson, Judge of said District Court,

"The libel of information of M. D. Ball, Attorney for the United States for the District of Alaska, who prosecutes on behalf of said United States, and being present here in Court in his proper person, in the name and on behalf of the said United States, against the schooner 'Thornton,' her tackle apparel, boats, cargo, and furniture, and against all persons intervening for their interest therein, in a cause of forfeiture, alleges and informs as follows :—

"That Charles A. Abbey, an officer in the Revenue Marine Service of the United States, and on special duty in the waters of the district of Alaska, heretofore, to wit, on the 1st day of August, 1886, within the limits of Alaska Territory, and in the waters thereof, and within the civil and judicial district of Alaska, to wit, within the waters of that portion of Behring Sea belonging to the said district, on waters navigable from the sea by vessels of 10 or more tons burden, seized the ship or vessel commonly called a schooner, the 'Thornton,' her tackle, apparel, boats, cargo, and furniture, being the property of some person or persons to the said Attorney unknown, as forfeited to the United States, for the following causes :

"That the said vessel or schooner was found engaged in killing fur-seal within the limits of Alaska Territory, and in the waters thereof, in violation of Section 1956 of the Revised Statutes of the United States.

"And the said Attorney saith that all and singular the premises are and were true, and within the Admiralty and Maritime jurisdiction of this Court, and that by reason thereof, and by force of the Statutes of the United States in such cases made and provided, the afore-mentioned and described schooner or vessel, being a vessel of over 20 tons burden, her tackle, apparel, boats, cargo, and furniture, became and are forfeited to the use of the said United States, and that said schooner is now within the district aforesaid.

"Wherefore the said Attorney prays the usual process and monition of this honourable Court issue in this behalf, and that all persons interested in the before-mentioned and described schooner or vessel may be cited in general and special to answer the premises, and all due proceedings being had, that the said schooner or vessel, her tackle, apparel, boats, cargo, and furniture, may, for the cause aforesaid, and others appearing, to be condemned by the definite sentence and decree of this honourable Court, as forfeited to the use of the said United States, according to the form of the Statute of the said United States in such cases made and provided.

(Signed) "M. D. BALL,
"*United States' District Attorney for the District of Alaska.*"

"Annex (C).

"The following Table shows the names of the British sealing-vessels seized or warned by United States' revenue-cruizers, 1886-1890, and the approximate distance from land when seized. The distances assigned in the cases of the 'Carolena,' 'Thornton,' and 'Onward,' are on the authority of United States' Naval Commander Abbey (see 50th Congress, 2nd Session, Senate Executive Documents No. 106, pp. 20, 30, 40). The distances assigned in the cases of the 'Anna Beck,' 'W. P. Sayward,' 'Dolphin,' and 'Grace' are on the authority of Captain Shepard, United States' Royal Marine (Blue Book, United States, No. 2, 1890, pp. 80-82. See Appendix, vol. iii)."

Name of Vessel.	Date of Seizure.	Approximate Distance from Land when seized.	United States' Vessel making Seizures.
Carolena	August 1, 1886	75 miles	Corwin.
Thornton	" 1, 1886	70 miles	Ditto.
Onward	" 2, 1886	115 miles	Ditto.
Favourite	" 2, 1886	Warned by "Corwin" in about same position as "Onward."	
Anna Beck	July 2, 1887	66 miles	Rush.
W. P. Sayward	" 9, 1887	59 miles	Ditto.
Dolphin	" 12, 1887	40 miles	Ditto.
Grace	" 17, 1887	96 miles	Ditto.
Alfred Adams	August 10, 1887	62 miles	Ditto,
Ada	" 25, 1887	15 miles	Bear.
Triumph	" 4, 1887	Warned by "Rush" not to enter Behring Sea.	
Juanita	July 31, 1889	66 miles	Rush.
Pathfinder	" 29, 1889	50 miles	Ditto.
Triumph	" 11, 1889	Ordered out of Behring Sea by "Rush" (?). As to position when warned.	
Black Diamond	" 11, 1889	35 miles	Ditto.
Lily	August 6, 1889	66 miles	Ditto.
Ariel	July 30, 1889	Ordered out of Behring Sea by "Rush."	
Kate	August 13, 1889	Ditto.	
Minnie	July 15, 1889	65 miles	Ditto.
Pathfinder	March 27, 1890	Seized in Neah Bay*	Corwin.

* Neah Bay is in the State of Washington, and the "Pathfinder" was seized there on charges made against her in Behring Sea in the previous year. She was released two days later.

And whereas the Government of Her Britannic Majesty did ask the said Arbitrators to find the said facts as set forth in the said statement, and whereas the Agent and Counsel for the United States' Government thereupon in our presence informed us that the said statement of facts was sustained by the evidence, and that they had agreed with the Agent and Counsel for Her Britannic Majesty that we, the Arbitrators, if we should think fit so to do might find the said statement of facts to be true.

Now, we, the said Arbitrators, do unanimously find the facts as set forth in the said statement to be true.

And whereas each and every question which has been considered by the Tribunal has been determined by a majority of all the Arbitrators;

Now, we, Baron de Courcel, Lord Hannen, Mr. Justice Harlan, Sir John Thompson, Senator Morgan, the Marquis Visconti Venosta, and Mr. Gregers Gram, the respective minorities not withdrawing their votes, do declare this to be the final decision and Award in writing of this Tribunal in accordance with the Treaty.

Made in duplicate at Paris, and signed by us the 15th day of August, in the year 1893.

And we do certify this English version thereof to be true and accurate.

(Signed) ALPH. DE COURCEL.
JOHN M. HARLAN.
JOHN T. MORGAN.
HANNEN.
JNO. S. D. THOMPSON.
VISCONTI VENOSTA.
G. GRAM.

Inclosure 2.

Déclarations faites par le Tribunal d'Arbitrage et présentées aux Gouvernements des États-Unis et de la Grande-Bretagne pour être prises en considération par ces Gouvernements.

1. LES Arbitres déclarent que les Règlements communs tels qu'ils sont établis par le Tribunal d'Arbitrage, en vertu de l'Article VII du Traité du 29 Février, 1892, n'étant applicables que sur la haute mer, devront, dans leur pensée, être complétés par d'autres Règlements applicables dans les limites de la souveraineté de chacune des deux Puissances intéressées et qui devront être fixés par elles d'un commun accord.

2. Vu l'état critique auquel il paraît constant que la race des phoques à fourrure se trouve actuellement réduite par suite de circonstances incomplètement éclaircies, les Arbitres croient devoir recommander aux deux Gouvernements de se concerter en vue d'interdire toute destruction des phoques à fourrure, tant sur terre que sur mer, pendant une période de deux ou trois ans, ou d'une année au moins, sauf telles exceptions que les deux Gouvernements pourraient trouver à propos d'admettre.

Si cette mesure donnait de bons résultats, elle pourrait être appliquée de nouveau, à certains intervalles, suivant les circonstances.

3. Les Arbitres déclarent en outre que, dans leur pensée, l'exécution des Règlements établis par le Tribunal d'Arbitrage devra être assurée par un ensemble de stipulations et de mesures qu'il appartiendra aux deux Puissances d'arrêter, et que le Tribunal doit s'en remettre en conséquence à ces deux Puissances pour rendre effectifs les Règlements établis par lui.

Fait et signé à Paris, le 15 Août, 1893.

(Signé) ALPH. DE COURCEL.
JOHN M. HARLAN.
JOHN T. MORGAN.

J'approuve les Déclarations 1 et 3.

HANNEN.

J'approuve les Déclarations 1 et 3.

JNO. S D. THOMPSON.
VISCONTI VENOSTA.
G. GRAM.

[English Version.]

Declarations made by the Tribunal of Arbitration and referred to the Governments of the United States and Great Britain for their consideration.

1. THE Arbitrators declare that the concurrent Regulations, as determined upon by the Tribunal of Arbitration, by virtue of Article VII of the Treaty of the 29th February, 1892, being applicable to the high sea only, should, in their opinion, be supplemented by other Regulations applicable within the limits of the sovereignty of each of the two Powers interested and to be settled by their common agreement.

2. In view of the critical condition to which it appears certain that the race of fur-seals is now reduced in consequence of circumstances not fully known, the Arbitrators think fit to recommend both Governments to come to an understanding in order to prohibit any killing of fur-seals, either on land or at sea, for a period of two or three years, or at least one year, subject to such exceptions as the two Governments might think proper to admit of.

Such a measure might be recurred to at occasional intervals if found beneficial.

3. The Arbitrators declare moreover that, in their opinion, the carrying out of the Regulations determined upon by the Tribunal of Arbitration should be assured by a system of stipulations and measures to be enacted by the two Powers; and that the Tribunal must, in consequence, leave it to the two Powers to decide upon the means for giving effect to the Regulations determined upon by it.

We do certify this English version to be true and accurate and have signed the same at Paris, this 15th day of August, 1893.

(Signed) ALPH. DE COURCEL.
JOHN M. HARLAN.
JOHN T. MORGAN.

I approve Declarations 1 and 3.

HANNEN.

I approve Declarations 1 and 3.

JNO. S. D. THOMPSON.
VISCONTI VENOSTA.
G. GRAM.

BEHRING SEA ARBITRATION.

AWARD of the Tribunal of Arbitration, constituted under Article I of the Treaty concluded at Washington on the 29th February, 1892, between Her Britannic Majesty and the United States of America.

Presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty. August 1893.

LONDON:
PRINTED BY HARRISON AND SONS.